



Marie-Odile DIEMER
Maître de conférences de droit public

Courriel : marieodile.diemer@univ-cotedazur.fr

CERDACFF (Centre d'études et de recherche sur le droit administratif, constitutionnel, fiscal et financier), EA 7267.

Université Côte d'Azur

Faculté de droit et de science politique de Nice

Avenue du Doyen Léon Trotabas

Bureau 505

06050 Nice

DIPLÔMES ET TITRES UNIVERSITAIRES

2017 Maître de conférences de droit public à l'Université de Nice Sophia-Antipolis

2015 Qualifiée aux fonctions de Maître de conférences en Droit public (Section 02)

2015 Certificat d'aptitude à exercer la profession d'avocat (Ecole des avocats ALIENOR, Bordeaux, non inscription au Barreau)

2013 Doctorat en droit public

(Mention très honorable avec les félicitations du jury), autorisation de publication en l'état, proposition pour un prix de thèse.

Sujet : « La juridiction gracieuse en droit administratif », sous la direction du Professeur **Fabrice MELLERAY**. Soutenue le 10 octobre 2013. *Université Montesquieu-Bordeaux IV*.

Membres du jury : M. le Professeur **François BRENET**, Université de Poitiers (Rapporteur)/ M. le Professeur **Fabrice HOURQUEBIE**, Université Montesquieu-Bordeaux IV, (Président)/ M. le Professeur **Fabrice MELLERAY**, Université Panthéon-Sorbonne, Paris I, (Directeur de thèse)/ M. le Professeur **Philippe YOLKA**, Université Pierre Mendès-France, Grenoble II (Rapporteur).

2008 Master II Recherche « Droit public fondamental », (Mention Bien)

Université Montesquieu-Bordeaux IV

2007 Master I Droit public, « Constitution, administration et politiques publiques »

(Mention A.B), *Université Montesquieu-Bordeaux IV*

2006 Licence parcours « Droit public » (Mention AB)

Université Montesquieu-Bordeaux IV

2002 Baccalauréat, série E.S., Lycée Montesquieu (Bordeaux)

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT et RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

- **Co-Responsable de la Licence Philo-Droit**, avec le Professeur Pierre-Yves Quiviger, Université de Nice Sophia-Antipolis (depuis septembre 2018).

(Université de Nice Sophia-Antipolis)

- **Cours magistraux dispensés:**

- *État plateforme et gouvernement ouvert* (10h)/ **M2 droit algorithmique et gouvernance des données**
- *Modes non juridictionnels de règlement des conflits* (20h) / **M2 Droit et contentieux publics approfondis**
- *Procédures fiscales* (20 heures)/ **M2 Droits et Procédures fiscales des entreprises**
- *Contentieux fiscal* (10 heures)/ **M2 DPFE**
- *Droit des services publics* (30h)/ **M1 Droit public approfondi**
- *Fiscalité des entreprises individuelles et des sociétés* (20 heures)/ **M1 Droit public parcours fiscalité**
- *Contentieux constitutionnel* (30 heures)/ **L3 Droit public**
- *Droit administratif* (30 heures)/ **L2 AES**

(Université de Bordeaux)

Enseignante contractuelle dans le cadre d'un contrat LRU

- **Cours magistraux**

- **2015-2016**

- *Droit international public* **L3 Droit** (36 heures), Département d'études juridiques de Périgueux.
- *Droit des finances publiques* **L2 AES** (20 heures), Département d'études juridiques d'Agen.

- **Travaux dirigés (ATV de 2009 à 2011 et de 2013 à 2015, ATER de 2011 à 2013)**

- L1 Droit/ *Droit constitutionnel* (2008-2010 / 2015-2016)
- L2 AES/ *Droit administratif général* (2015-2016)
- L2 Droit/ *Droit administratif général* (2009-2016)
- L3 Droit/ *Droit de la responsabilité des personnes publiques* (2012-2015)
- M1 Droit public/ *Contentieux de l'Union européenne* (2014-2015)

Autres enseignements :

- Enseignements méthodologiques en Droit constitutionnel et Droit administratif (10 heures annuelles) (2008/2013), Université de Bordeaux.

- Formation dispensée en Contentieux administratif pour les agents du Ministère de la culture (16 heures) (2015)

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

➤ Mémoire de recherche en M2 :

- *Les opinions doctrinales sur l'arrêt C.E., Ass., 16 juillet 2007, « Société Tropic, Travaux Signalisations »*, sous la direction du Professeur B. Pacteau (151 pages, dactyl).

OUVRAGES :

- Thèse : *La juridiction gracieuse en droit administratif*, Mare et Martin, 2019, à paraître
- Projet en cours : *Les modes alternatifs de règlement des litiges en droit administratif*, Coll. Connaissance du droit, Dalloz, à paraître.
- Contributions/ directions d'ouvrages collectifs :
 - *Le juge et la sécurité nationale* (dir. M.-O. Diemer, X. Latour, P. Türk, C.Vallar), Actes du Colloque des 25 et 26 octobre 2018, Université Nice Sophia-Antipolis, Mare et Martin, Collection Droit de la sécurité et de la défense, 2019.
 - *La gouvernance intercommunale*, Editions WEKA, (éditions 2016, 2017 et 2018)
Rédaction de fiches pratiques (« La compétence GEMAPI » ; « Les outils juridiques de la compétence GEMAPI » ; « Les leviers financiers de la compétence GEMAPI » ; « Les modes alternatifs de règlement des litiges » ; « La compétence transport » ; « La compétence tourisme » ; « La création d'un EPCI » ; « La transformation d'un EPCI » ; « Intégrer un EPCI » ; « La dissolution d'un EPCI » ; « La fusion des EPCI » ; « Les ZAE » ; « Le versement de la taxe transport » ; « Les SDCI » ; « Le transfert des pouvoirs de police aux EPCI » ; « Modifications extensions de périmètres et retrait de compétence des syndicats » ; « Les transferts de biens » ; « La compétence eau et assainissement » ; « Le Pays »...).
- Formations :
 - *Elaboration d'un QCM en droit de l'urbanisme (60 questions sur les règles générales et l'actualité du droit de l'urbanisme)*, dans le cadre de la formation des élèves-avocats de l'Ecole Française du Barreau, Paris, Editions Lexbase, janvier 2017.

ARTICLES :

- « **Les aides locales au cinéma** », in Actes du colloque, *Les aides économiques locales : de quel droit ?*, (dir. O. Renaudie), Paris 1 Panthéon Sorbonne, le 29 novembre 2019, à paraître en 2020.
- « **La confiance entre l'administration et les administrés : une quête insatiable** », in Actes du Colloque *Défiance, doute, incertitude, Quelle place pour la notion de confiance dans les sociétés modernes ?* (dir. J. Tribolo), 22 mars 2019, l'Harmattan, 2019, pp. 63-79.
- « **Le contrôle de légalité des fichiers de renseignement par la formation spécialisée du Conseil d'Etat** », in Actes du Colloque *Le juge et la sécurité nationale* (dir. M.-O. Diemer, X. Latour, P. Türk, C. Vallar), 25 et 26 octobre 2018, Université Nice Sophia-Antipolis, Mare et Martin, 2019, pp. 199-210.
- « **TASCOM et maîtrise du temps contentieux par le juge administratif : orthodoxie juridique ou opportunisme stratégique ?** », Étude de l'arrêt du CE, 9 mars 2018, n° 405355, *Communauté de communes des pays du roussillonnais, JCP A*, 2019, n° 20, 2136.
- « **Le contrôle des fichiers de police par le Conseil d'Etat** », in *Les fichiers de police* (dir. E. Debaets, A. Duranthon, M. Sztulman), Éditions Varenne, Collection « Colloques et essais », Tome 83, 2019, pp. 367-392.
- « **Les nouvelles alternatives de la justice administrative en France : justice prédictive et justice amiable** », *Revista Brasileira de Políticas Públicas (RBPP)*, Vol. 9, n° 1, 2019, pp. 473-482, consultable en ligne.
- « **La justice au cinéma et le cinéma devant la justice : le miroir à deux faces : (l'exemple de Grâce à Dieu et d'Une intime conviction)** », *LPA*, 22 mai 2019, pp. 16-23.
- « **La TASCOM et la validation législative, chronique d'une QPC annoncée** », *Constitutions* n° 1/2017, pp. 113-120.
- **Participation au questionnaire : « 50 nuances de droit administratif »**, Article 172, *Journal du droit administratif*, Dossier n° 4 (dir. Pr. M. Touzeil-Divina), mai 2017.
- « **La laïcité morcelée, réflexions sur les espaces de la neutralité** », *Revue Politeia*, n° 29, *Laïcité et démocratie*, automne 2016, pp. 186-214.
- « **Un impensé dans la procédure administrative : les modes alternatifs de règlement non juridictionnels des différends** », *Journal du Droit administratif*, Dossier n° 2, *Les relations entre le public & l'administration mises à la portée de tout le monde* (dir. S. Saunier, F. Crouzatier-Durand et D. Espagno-Abadie), Article n° 79, 12 juillet 2016.

- « **Emeutes, manifestations, attroupements et débordements, l'Etat doit-il en assumer tous les risques ?** », *R.R.J.*, 2015-2, décembre 2015, pp. 707-732.
- « **Privacy and the disclosure of administrative documents : a well-guarded secret ?** »; (« Vie privée et communication des documents administratifs : un secret suffisamment bien gardé ? »), *Montesquieu Law Review n° 2 Special issue : Privacy*, juillet 2015, pp. 41-46.
(<http://www.montesquieu-lawreview.eu/review.htm>)
- « **La réforme de l'hospitalisation sans consentement et le contrôle des arrêtés préfectoraux : retour sur un mécanisme d'éviction du juge administratif** », *Les Petites Affiches*, n° 117, 12 juin 2015, pp. 4-12.
- « **L'indemnisation de l'agent public illégalement évincé : la nouvelle jeunesse de la jurisprudence Deberles** », *A.J.F.P.*, n° 6, novembre 2014, pp. 326-334.

NOTES/COMMENTAIRES :

- « **La communicabilité des protocoles transactionnels : et la lumière fût ?** », note sous CE, 18 mars 2019, n° 403465, *AJDA* 2019, n° 27, pp. 1596-1599.
- « **La TASCOM et la QPC, chronique d'un contentieux enterré ?** », commentaire de la décision du Conseil Constitutionnel n° 2017-644 QPC du 21 juillet 2017, *Constitutions* n° 3/ 2017.
- « **Responsabilité du fait des attroupements et des rassemblements, quand la préméditation exclut la qualification et la réparation** », note sous CE, 30 décembre 2016, *Société Covéa Risk* n° 386536, et *Société Logidis*, n° 389835, *Droit administratif*, n° 10, Octobre 2017, étude 15, pp. 33-36.
- « **La restriction de l'appréciation de l'intérêt à agir des associations dans le contentieux de l'urbanisme** », note sous CE, 29 mars 2017, n° 395419, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 456, 20 avril 2017.
- « **La loi Montagne, réceptacle à de véritables aménités urbaines ?** », commentaire de la loi Montagne n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 445, 19 janvier 2017, pp. 1-5.
- « **Les motifs d'intérêt général justifiant les dérogations d'urbanisme : une occasion de précision manquée par le Conseil d'Etat** », note sous CE, 16 novembre 2016, n° 386298, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 438, 24 novembre 2016 (4 pages).
- « **L'ensemble immobilier unique, une notion nouvellement sculptée par le Conseil d'Etat** », note sous CE, 12 octobre 2016, n° 391092, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 437, 17 novembre 2016 (4 pages).

- « **L'appréciation de l'utilité publique d'une ZAC : un guide pratique édicté par et pour le juge administratif** », note sous CE, 11 juillet 2016, n° 389936, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 426, 28 juillet 2016 (4 pages).
- « **La constante recodification de la mise en compatibilité des déclarations d'utilité publique aux plans d'occupation des sols** », note sous CE, 27 juillet 2015, n° 370454, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 388, 1^{er} octobre 2015 (4 pages).
- « **Contentieux des autorisations d'urbanisme et référés : la présomption d'urgence est-elle une fiction ?** », note sous CE, 8 juillet 2015, n° 385043, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 384, 3 septembre 2015 (4 pages).
- « **L'ouverture à la circulation générale d'une voie privée et le transfert d'office dans le domaine public : quand la volonté des propriétaires prime une procédure administrative** », CE, 17 juin 2015, n° 373187, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 381, 9 juillet 2015 (5 pages).
- « **L'office du juge des référés dans le contentieux des autorisations d'urbanisme : des possibilités contrastées** », note sous CE, 22 mai 2015, n° 385183, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 378, 18 juin 2015 (4 pages).
- « **Permis de construire tacite, déféré préfectoral et demande de retrait : un millefeuille contentieux du calcul des délais en droit de l'urbanisme** », note sous CE, 6 mai 2015, n° 366004, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 375, 28 mai 2015 (4 pages).
- « **Permis de construire et connaissance acquise : quand les faits ne peuvent pas supplanter les manquements du droit** », note sous CE, 25 février 2015, n° 371796, *Revue juridique de l'école des avocats (RJDEA n° 3)*, mai 2015, pp.14-17.
- « **Permis de construire précaire : un régime d'exception constitutionnel** », note sous CE, 18 février 2015, n° 385959, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 367, 25 mars 2015 (4 pages).
- Aide à la rédaction des questions posées à Maître Pauline Maumot : « **Quand le lotissement présuppose la volonté de construire** », commentaire de l'arrêt CE, 26 janvier 2015, n° 362019, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 362, 12 février 2015 (4 pages).
- « **La précision de l'étendue de l'autonomie procédurale des Etats membres dans le processus décisionnel administratif douanier** », note sous CJUE, 13 mars 2014, *Global TransLodzhistik OOD c. Nachalnik na MitnitsaStolichna*, , *Journal d'actualité des droits européens (J.A.D.E.)*, mai 2014.

CHRONIQUES :

- « **THREE BILLBOARDS : Vengeance et sentiment d'injustice au cinéma : peut-on vraiment se passer de la loi ?** », *Blog Droit et Cinéma*, dirigé par Magali Flores et Lionel Miniato, publié en ligne en Décembre 2018.

COMMUNICATIONS ORALES :

- « **Les aides locales au cinéma** », Colloque : « Aides économiques locales : de quel droit ? », Journée d'études organisée par le Professeur Olivier Renaudie, Université Paris 1, 29 novembre 2019.
- « **Le contrôle des fichiers de renseignement par la formation spécialisée du Conseil d'Etat** », Colloque « Le juge et la sécurité nationale » organisé par Marie-Odile Diemer, 25 et 26 octobre 2018, Université Nice Sophia-Antipolis.
- « **Le juge administratif et la prédiction** », Colloque « Le droit augmenté », 28 mars 2018, organisé par l'IFR de Université de Nice Sophia-Antipolis.
- « **Retour sur la voie de fait** », Colloque « Coopérations juridictionnelles. Juge administratif et juge judiciaire » ; 17 et 18 décembre 2013, organisé par le CERDARE, Université Montesquieu Bordeaux IV, sous la direction du Professeur Aude ROUYERE. (19 pages version écrite)
- « **La revalorisation de la fonction législative** », Rencontre inter Masters Recherche Bordeaux-Pau 2008 : « La revalorisation du Parlement suite au Comité de réflexion et de proposition sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions de la V^{ème} République », sous la direction du Professeur Ferdinand MELIN-SOUCRAMANIEN (5 pages dactyl.).

ORGANISATIONS DE COLLOQUES :

- « La médiation administrative », en projet pour 2020 à l'Université de Nice Côte d'Azur
- « **Le juge et la sécurité nationale** », 25 et 26 octobre 2018, Université Nice Sophia-Antipolis.

DIRECTION DE MÉMOIRE ET RAPPORTS DE STAGE

- N. Dejoux : « **Le juge administratif : un acteur essentiel des modes alternatifs de règlement des litiges** », Stage au sein du TA de Nice, M2 DCPA, 2019.
- M. Jouini : « **Le contentieux de masse des étrangers : constats et difficultés** », Stage au sein du TA de Nice, M2DCPA, 2019.

STAGES ET AUTRES EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

Depuis Novembre 2015 :

- **Consultante**, cabinet d'avocats **BOISSY** (Bordeaux, 33)
Droit des collectivités territoriales, droit de l'urbanisme, droit de la fonction publique

Février 2015/ Juillet 2015 :

- **Élève-avocate**, Cabinet **FIDAL**, (*Mérignac, 33*), auprès de maîtres **Éric VIDAL** et **Pauline MAUMOT**, Avocats à la cour, département Droit public. (*marchés publics, droit de l'urbanisme, droit de la fonction publique*)

Septembre 2014 / Janvier 2015 :

- **Élève-avocate, Cour administrative d'appel de Bordeaux, 2^{ème} chambre**. Magistrat référent : le Président de la 2^{ème} chambre **Didier Péano**. (*droit de la responsabilité administrative, droit des étrangers, droit de la fonction publique : rédaction de projets de jugement et participation aux séances d'instruction*)

Septembre 2013 :

- Enseignements en droit administratif, Préparation aux enseignements universitaires, **Centre de formation juridique (Bordeaux)**

Mai-juin 2007 :

- Participation à la campagne de déclaration de l'impôt sur le revenu, formation aux bases du **Droit Fiscal, Centre des impôts, Cité administrative, Bordeaux**.

ACTIVITES UNIVERSITAIRES DIVERSES

- Membre du **CERDACFF**, Université de Nice Côte d'Azur (depuis septembre 2017)
- Membre du **GRECCAP-CERCLE (2008-2017)**, Université de Bordeaux : participation et interventions à des **séminaires d'actualité** du centre de recherche.
- Membre de l'**AFDA**
- Membre de l'**Association Ad'hoc (2009-2015)**, Association de docteurs et doctorants, Université de Bordeaux.
- Co-directrice de la **Licence Philo-Droit** à l'Université Côte d'Azur depuis septembre 2018.
- **Depuis 2017** : Encadrement des **M2** pour la rédaction de leur **mémoire de stage** (méthodologie)
- **Membre du comité de sélection des ATER de l'Université de Nice (2019)**
- **Membre du comité de suivi des thèses (depuis 2019)**
- **Membre de jurys (depuis 2018), Université de Nice :**
 - Grands oraux de fin d'études, **M2** stratégie fiscale des entreprises

- Soutenance de mémoires et rapports de stages, **M2** Droit et procédures fiscales des entreprises
- Soutenance de mémoires pour la **VAE**, **M2** Sécurité intérieure
- Soutenance de mémoires pour la **VAE**, **M2** Administration et collectivités territoriales
- **Présidente de jury** pour la sélection des étudiants de M1 en contentieux de l'Union européenne dans le cadre du **concours de plaidoirie** organisé à l'Université de Bordeaux, sous la direction du Professeur **Olivier DUBOS** et de Cyrielle CASSAN (doctorante), décembre 2015.

LANGUES

- **Anglais /Espagnol** : compréhension orale et écrite